

UNE CHARTE COMMUNE POUR LA LUTTE COLLECTIVE



UNE CHARTE COMMUNE *POUR LA LUTTE COLLECTIVE*

Analyse commune et appel à l'action

Novembre 2016, avec des mises à jour de juillet 2024

Cette charte a été confirmée par les membres du Réseau-DESC au cours de leur réunion mondiale de stratégie (15-19 novembre 2016) comme étant une analyse partagée sur les conditions communes accroissant les inégalités et conduisant à l'appauvrissement et aux dépossessions des communautés dans le monde. La Charte fournit une vue d'ensemble des forces mondiales ayant un impact sur les personnes vivant dans les zones rurales et urbaines de toutes les régions du monde. Elle contient aussi une vision naissante de la mise en place d'une unité dans les combats et conclut sur les éléments initiaux de consensus en lien avec les demandes collectives de justice pouvant façonner une campagne mondiale ou des actions coordonnées en lien avec la mission du Réseau-DESC "de construire un mouvement mondial pour que les droits humains et la justice sociale soient une réalité pour tou-te-s."

La Charte a d'abord été élaborée par le groupe de travail sur les mouvements sociaux et les organisations de base du réseau au cours d'une série de réunions s'étalant sur une année. Suite à la diffusion d'une ébauche initiale entre les groupes de travail thématiques du Réseau-DESC en juin 2016, et l'intégration des contributions fournies par ces membres, la Charte commune pour une lutte collective a été présentée et discutée lors de la réunion mondiale de stratégie, qui a eu lieu à Buenos Aires en Argentine, afin de contribuer à une analyse commune des défis collectifs et des conditions mondiales et de façonner le plan stratégique à venir du Réseau.

Réflexion de 2024

« Tout comme la démocratie, la Charte commune a été lente à construire. Elle n'a pas été construite par des consultant-e-s siégeant à New York ou à Londres, mais par nous, en tant que mouvements sociaux. » - S'bu Zikode, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud (février 2023)

En amont de la réunion stratégique mondiale 2024 du Réseau-DESC, le groupe de travail sur les mouvements sociaux a organisé des séries de discussions en ligne, accompagnées de réunions en personne en Afrique du Sud (février 2023) et au Brésil (janvier/février 2024), afin de revisiter la

Charte commune de lutte collective à la lumière de l'intensification de la polycrise à laquelle sont confrontées les communautés à travers le monde. Ces rencontres ont été complétées par une série d'ateliers de critique systémique, abordant les thèmes de l'économie politique de la violence et de la dette, des soins et du climat en 2023. « Nous essayons d'approfondir l'analyse, le capitalisme, l'exploitation, l'oppression... C'est vraiment nécessaire, je sens que votre lutte est la mienne, que votre combat est mon combat.»

Les conversations que nous avons eues ces dernières années ont une fois de plus affirmé que nos mouvements et l'ensemble de nos communautés sont confrontés à des conditions globales similaires, enracinées dans des systèmes économiques et sociaux injustes, malgré les particularités de nos luttes individuelles. Ces systèmes ont un début et peuvent donc avoir une fin. Alors que les conditions globales identifiées plusieurs années auparavant rendaient prévisible une grande partie du moment actuel, les crises auxquelles sont confrontées de nombreuses communautés se sont intensifiées plus rapidement que prévu à la suite de la pandémie de COVID-19 et des réponses gouvernementales qui y ont été apportées. Depuis notre dernière réunion sur la stratégie mondiale, notre analyse collective s'est affinée et nous sommes attentifs à l'évolution des défis et des ouvertures dans un monde de plus en plus multipolaire. Plus que jamais, nous comprenons le rôle urgent du réseau pour relier les différentes luttes à travers les régions, en vue d'adopter des stratégies visant à renforcer le pouvoir pour un changement systémique, et pour façonner collectivement notre propre avenir.

COMMON CONDITIONS AND SHARED CHALLENGES

As a basis for considering the importance and potential parameters of a global campaign, this section briefly outlines some of the key characteristics of the social, economic and political models that undermine the realization of human rights.

1. Impoverishment and Dispossession Amid Abundance

Afin de déterminer l'importance et les éventuels paramètres d'une campagne mondiale, cette section décrit brièvement certaines des principales caractéristiques des modèles sociaux, économiques et politiques qui entravent la réalisation des droits humains.

LES CONDITIONS COMMUNES ET LES DÉFIS PARTAGÉS

1. La paupérisation et la dépossession au milieu de l'abondance

Nous vivons dans l'économie la plus productive de l'histoire de l'humanité, avec suffisamment de ressources pour nourrir, loger et éduquer tous les êtres humains, mais les ressources ne sont pas utilisées pour répondre à ces besoins. Au contraire, il y a un écart croissant en terme de richesse qui concentre les ressources et la capacité de production du monde dans les mains de quelques-uns tandis que la majorité est confrontée à la paupérisation et à la dépossession. En outre, de nombreuses personnes ont été amenées à croire que les conditions de vie déplorables dans lesquelles elles luttent pour survivre, ou qui poussent les migrant-e-s à se déplacer, sont le résultat de leurs mauvaises décisions. « Nous devons briser le mythe selon lequel la pauvreté est auto-infligée »,¹ ou une sorte de sous-produit inévitable de notre économie mondiale.

Il ne fait aucun doute que ce modèle économique s'est intensifié au cours des dernières décennies. Initialement expérimenté au Chili, au Royaume-Uni et aux États-Unis, puis appliqué globalement par des politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et une série d'accords commerciaux et d'investissement, la rhétorique, la réglementation et les politiques «néolibérales» ont créé une fausse dichotomie entre la liberté et l'égalité en préconisant que les marchés libres de toute ingérence

¹ Bob Zellner, du mouvement Forward Together Moral Mondays des USA, lors de la réunion du Groupe de travail des mouvements sociaux à Biloxi, au Mississippi, du 15 au 19 septembre à 2015

gouvernementale permettraient d'allouer les ressources de manière plus efficace et d'assurer la croissance économique. Ces politiques ont favorisé la déréglementation pour les élites, la réduction des impôts et des dépenses publiques, la privatisation des biens et des services publics et la « flexibilité » des marchés du travail. La déréglementation du marché du travail a entraîné l'expansion du secteur informel, la suppression des salaires², une détérioration généralisée des conditions de travail et un affaiblissement du pouvoir de négociation salariale qui a poussé les travailleurs et en particulier les travailleuses à occuper un emploi précaire.³ Ces formes d'exploitation sont accompagnées de dépossession tant dans les zones rurales que urbaines.

Le système économique actuel, au lieu de promouvoir la liberté, traite les personnes et la nature comme des marchandises et criminalise souvent les personnes pauvres.⁴ Que ce soit via des gouvernements autocratiques, l'imposition de fonctionnaires non élus dans des municipalités en difficulté ou des accords internationaux négociés à huis clos, les droits à la participation politique - qui sont interdépendants des DESC - sont constamment érodés dans de nombreuses situations. Les réglementations du travail, de l'environnement et des droits humains sont considérées comme des obstacles aux marchés libres et sont progressivement affaiblies. Parallèlement, la poursuite du profit des entreprises est subventionnée par des exonérations fiscales accordées par les gouvernements qui se font concurrence afin d'attirer l'investissement et l'évasion fiscale des entreprises qui délocalisent artificiellement les bénéfices vers des destinations fiscales ou des paradis fiscaux moins onéreux. Les gouvernements se retrouvent par conséquent avec une diminution des recettes publiques et / ou une dette croissante. L'innovation technologique et la capacité de production ont augmenté, mais elles ont été accompagnées d'une hausse du chômage et du sous-emploi, de la stagnation des salaires réels, de l'aggravation des inégalités et des crises économiques et écologiques qui ont alimenté les migrations, les troubles sociaux et le militarisme. En substance, « nous ne sommes pas pauvres ; on nous rend pauvres. Nous ne pouvons pas lutter contre la pauvreté, mais nous devons lutter contre ce qui nous appauvrit ». ⁵ En d'autres termes, les règles du système économique mondial permettent à un petit nombre de personnes de jouir du profit, tandis que la majorité (dans les zones rurales et urbaines) est confrontée à des menaces croissantes à leurs moyens de subsistance et à leur capacité d'exercer les droits économiques, sociaux et culturels.

Dans de nombreux pays du monde, les femmes sont confrontées à des impacts différents et disproportionnés de ces processus, menant à ce que l'on appelle souvent la « féminisation de la pauvreté ». Les femmes se voient fréquemment refuser l'accès à la terre, au financement et à d'autres ressources productives et travaillent souvent dans des secteurs sous-évalués par le marché du travail officiel. Leurs contributions sont fréquemment rendues

² Ida Le Blanc de NUDE, Trinité et Tobago, et Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, Millerton, NY, 8-11 juin, 2016

³ Organisation internationale du Travail (OIT), "Tendances mondiales de l'emploi des femmes", Organisation internationale du Travail : Genève, décembre 2012.

⁴ Herman Kumara, National Association of Fisherfolk Solidarity Organization, Sri Lanka, Millerton, NY, 8-11 juin, 2016

⁵ Mkhaleseni (Ndaboh) Mzimela of Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015.

invisibles et leurs accès aux services essentiels, tels qu'aux soins de santé et à l'éducation, sont souvent inexistants. Suite aux conflits, aux migrations provoquées par la nécessité économique et à d'autres processus, de nombreuses familles rurales sont dirigées par des femmes chefs de famille, mais elles ne jouissent pas d'une pleine reconnaissance. Victimes de harcèlement sexuel et d'autres formes de violence, les femmes se retrouvent souvent dans la spirale descendante de la paupérisation et sans la capacité d'effectuer un changement durable de leur situation.

L'intensification du système économique mondial axé sur le marché représente par conséquent de graves menaces pour les droits humains, les moyens de subsistance viables, la durabilité environnementale et la dignité humaine au Nord comme au Sud. Aux États-Unis, par exemple, « le capitalisme est en train de dévorer sa classe moyenne ». ⁶ Ce système tend à exploiter les crises (le changement climatique, le terrorisme, la faim dans le monde) afin de maximiser davantage les profits et de concentrer le pouvoir entre les mains d'une élite de plus en plus restreinte. Il est aidé par la manipulation de l'opinion publique, souvent par l'intermédiaire de médias contrôlés par les États et / ou les intérêts commerciaux, qui suggèrent fréquemment qu'un système fondé sur la recherche du profit conduit au bonheur, insinuant que ceux ou celles qui remettent en question ce paradigme sont des criminel-le-s. ⁷

Réflexion de 2024

En cherchant à comprendre l'histoire et la nature du capitalisme, en tant que système économique dominant, nous avons plus clairement retracé ses racines dans le colonialisme, la dépossession des terres communes et de l'abondance, et la conquête de la nature. « Le système économique actuel a entraîné un processus de pillage et de destruction de la nature, de l'humanité ». ⁸ Le colonialisme et l'impérialisme ont été et sont justifiés par des récits racistes, dépendent de la création de structures racistes et se perpétuent par la violence brutale et les génocides. « Nous avons remis en question l'État colonial, qui persiste encore dans nos pays. Historiquement, le cadre juridique et institutionnel a fait en sorte que les inégalités sociales se creusent dans notre pays et que l'élite historique continue à accumuler des richesses » ⁹. L'origine du capitalisme repose sur l'accumulation par la dépossession, l'esclavage et la création d'une main-d'œuvre désespérée ne disposant d'aucun autre moyen d'assurer sa survie.

À la suite d'une pandémie mondiale sans précédent, le système capitaliste est parvenu à se maintenir, le système de santé à but lucratif décidant qui vit et qui meurt. L'accaparement des terres et l'extraction se sont intensifiés alors que la pandémie servait de couverture à une militarisation accrue de nos communautés et à une agression

⁶ Kindra Arnesen. Bridge the Gulf, USA, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

⁷ Leonardo Pereira Xavier, Movimento Sem Terra, Brasil, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

⁸ Zenayda Serrano, MUFRA-32, Salvador, lors du premier atelier de critique systémique, Chiapas, Mexique, février 2019.

⁹ Francisco Rocaël, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala, lors des discussions en ligne sur la Charte commune de lutte collective du groupe de travail sur les mouvements sociaux en 2022.

développementale. Alors que de nombreux membres de nos communautés tombaient malades et que les écoles et autres institutions fermaient, nos gouvernements semblaient compter sur les modèles patriarcaux imposés ou renforcés par le colonialisme pour faire face à la crise des soins. Ces modèles ont longtemps insisté sur des définitions étroites de la famille et du genre, donnant aux travailleurs masculins exploités et individualisés un pouvoir symbolique au sein de leur foyer, dévalorisant les soins aux personnes et à la planète, tout en assurant la reproduction et la survie d'une main-d'œuvre prête à l'emploi via l'hyper-exploitation des femmes, et en particulier des femmes déjà marginalisées par le racisme. Pourtant, nombre de nos communautés s'appuient sur des pratiques anciennes ou renouvelées de soins collectifs et de solidarité.

Dans le cadre du capitalisme, nous comprenons que la principale raison d'être d'une entreprise ou d'une institution financière privée est le profit. Nous avons vu que le capitalisme peut accueillir davantage de femmes dans les conseils d'administration aux États-Unis, permettre l'émergence d'une petite classe professionnelle noire en Afrique du Sud ou atténuer les extrêmes de la pauvreté lorsque les prix des produits de base sont élevés au Brésil. Cependant, lorsque les profits sont menacés, les entreprises et les acteurs financiers privés - qui ont pris le contrôle de nos institutions publiques - protègent leurs intérêts, en soutenant dans de nombreux cas la montée des leaders populistes de droite, les alliances avec le crime organisé, la répression des défenseur-euse-s des droits humains et de leurs communautés au nom de la loi et de l'ordre, ou simplement l'imposition d'impôts régressifs, la déréglementation et la réduction des dépenses publiques qui accentuent les inégalités. Dans nos pays d'origine, beaucoup d'entre nous sont tenu-e-s pour responsables de leur propre appauvrissement - qualifié-e-s de criminel-le-s, de paresseux-se-s, d'arriéré-e-s, d'opposant-e-s au développement. Pour échapper à la pauvreté, à la faim et à d'autres formes de violence, de nombreux membres de notre communauté émigrent. Dans les pays d'accueil, nos frères et sœurs deviennent des boucs émissaires, blâmé-e-s pour les bas salaires et la criminalité, traité-e-s comme des risques pour la sécurité avec des frontières militarisées, privés des droits humains les plus élémentaires. En fin de compte, les migrant-e-s deviennent une main-d'œuvre précaire et très exploitable pour les personnes déjà riches.

Ces dernières années, les crises de la dette souveraine se sont rapidement aggravées face à l'intensification de la polycrise, y compris les retombées de la pandémie de COVID-19, les pertes et dommages croissants dus au changement climatique, et l'escalade des prix des denrées alimentaires dans un contexte de spéculation financière et de conflits, ainsi que de sécheresse. L'accumulation de la dette et les crises financières et économiques qui en résultent ne sont pas nouvelles mais plutôt endémiques au capitalisme, mais l'ampleur de la dette actuelle et l'évolution des crises sont particulièrement alarmantes¹⁰. Alors que les sources de capitaux se sont accrues, le monde majoritaire est devenu de plus en plus dépendant du financement privé, ce qui rend la restructuration

¹⁰ Depuis 2000, la dette publique mondiale a été multipliée par quatre pour atteindre 92 000 milliards de dollars en 2023, la dette augmentant plus rapidement dans les pays en développement, 59 d'entre eux devant faire face à une dette publique dépassant 60 % du PIB en 2022. Voir cette statistique et les suivantes dans ce paragraphe : CNUCED/Groupe de réaction à la crise mondiale des Nations unies. Juillet 2023. Un monde de dettes : Un fardeau croissant pour la prospérité mondiale. À l'adresse : <https://unctad.org/publication/world-of-debt>.

de la dette plus difficile et la dette elle-même plus coûteuse, les pays les plus pauvres payant beaucoup plus cher pour emprunter que les pays plus riches. Les crises de la dette ont à leur tour été utilisées pour remodeler nos économies, en donnant la priorité au remboursement de la dette (une autre forme de dépossession) et en imposant le modèle capitaliste néolibéral comme condition à l'allègement de la dette, comme le souligne la Charte commune de 2016. En 2023, plus de 3 milliards de personnes vivront dans des pays qui dépendent plus en paiements d'intérêts qu'en santé ou en éducation. Comme l'ont souligné nos collègues en Argentine, lorsque les dépenses consacrées aux services publics et aux soins sont réduites, alors que les prix des autres produits de première nécessité augmentent, de nombreuses personnes - en particulier les femmes - sont contraintes de s'endetter de manière insoutenable pour assurer le bien-être de leur famille. Les crises de la dette souveraine se transforment en crises de l'endettement personnel. Dans d'autres pays, la microfinance offre la promesse insaisissable de voir des femmes appauvries devenir des entrepreneurs prospères au prix de taux d'intérêt exorbitants, au milieu des défis de la survie élémentaire. En discutant de la crise actuelle de la dette, nous reconnaissons que ce sont les pauvres, et en particulier les femmes, qui portent le fardeau le plus lourd, alors même que les plus fortunés se sont enrichis. En nous joignant aux appels à l'annulation des dettes illégitimes et insoutenables, nous dénonçons les origines coloniales d'un grand nombre de nos dettes. Dans nombre de nos pays, après de longues luttes de libération nationale, le coût final de la garantie du droit à l'autodétermination a consisté à assumer les dettes coloniales, à indemniser les propriétaires terriens coloniaux et/ou à être contraints de payer une indemnité aux colonisateurs qui ont violemment dépossédé nos ancêtres pendant des générations. Outre ses origines coloniales, nous considérons la dette comme un outil permanent de l'impérialisme, utilisé pour façonner nos économies et faciliter l'extraction continue de richesses. Nous nous sommes fait l'écho des paroles de Thomas Sankara à l'Organisation de l'unité africaine : « La dette est un néocolonialisme... Sous sa forme actuelle, contrôlée et dominée par l'impérialisme, la dette est une reconquête habilement gérée de l'Afrique, destinée à soumettre sa croissance et son développement à des règles étrangères »¹¹ Si nous ne transformons pas ce système mondial, « nous savons que cette dette ne sera pas payée avant de nombreuses années, et que nos enfants et petits-enfants seront condamnés à la payer »¹².

Le droit collectif à l'autodétermination, complété par un ensemble de droits individuels, a été reconnu et a reçu une force juridique dans l'article 1 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en 1966. Cela inclut le droit des peuples à « déterminer librement leur statut politique et à poursuivre librement leur propre développement économique, social et culturel », y compris le contrôle de leurs ressources et de leurs politiques face à une longue histoire de dépossession et d'exploitation. La reconnaissance du droit à l'autodétermination était le résultat de puissantes luttes de libération, après une période de guerre brutale et de génocide. En définitive, « l'autodétermination est un principe fondamental qui soutient un large éventail de droits, promouvant la liberté pour tous les peuples ».

¹¹ Thomas Sankara. « Un front uni contre la dette (1987) », Viewpoint Magazine en ligne, 1er février 2018, à l'adresse : <https://viewpointmag.com/2018/02/01/united-front-debt-1987/>.

¹² Juana Toledo, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala, pendant l'atelier de critique systémique : Centering Care, Advancing Debt Justice (Placer les soins au centre, faire progresser la justice en matière de dette), Argentine, juin 2023.

¹³Pourtant, les luttes pour l'autodétermination persistent près de soixante ans plus tard. Les membres autochtones se voient refuser les terres et la souveraineté territoriale, le droit au consentement préalable, libre et éclairé, « l'autonomie dans les affaires intérieures et locales » et « le droit de maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes », comme le reconnaît la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Les membres palestiniens sont confrontés à un génocide à Gaza après des décennies d'occupation coloniale et d'apartheid. Comme indiqué plus haut, dans nombre de nos communautés et de nos pays, le colonialisme a rapidement été remplacé par un impérialisme économique, imposé par la puissance militaire lorsque cela s'avérait nécessaire, en contradiction directe avec le droit à l'autodétermination, à la gouvernance démocratique, à la participation politique et à la souveraineté en tant que peuple. . Pourtant, nos mouvements et nos communautés ont maintenu, développé et protégé d'autres modèles économiques et sociaux, fondés sur la solidarité pratique et l'attention mutuelle à l'égard des autres et de la nature.

L'emprise des entreprises de l'État

Bien que ce modèle économique se soit intensifié, il demeure néanmoins bâti sur de longues histoires de dépossession et d'exploitation. Les intérêts commerciaux du colonialisme, de l'esclavage et de l'impérialisme dépendaient du soutien gouvernemental ; nous assistons actuellement au phénomène croissant de « l'emprise des entreprises », à travers lequel une élite économique porte atteinte à la réalisation des droits humains et à la durabilité environnementale en exerçant une influence indue sur les institutions publiques et les décideurs nationaux et internationaux. Cela a été en partie facilité par des réductions considérables des dépenses publiques et par une augmentation du recours aux acteurs du secteur privé pour fournir des services essentiels qui relèvent de la compétence des États (éducation, soins de santé, distribution de l'eau, etc.). Les entreprises, les institutions financières et les investisseurs ont souvent compté sur la complicité des États afin de tirer et de maximiser les profits. Depuis la généralisation du modèle économique néolibéral dans les années 1980, de nombreux pays ont vu des acteurs privés privilégiés s'emparer de plus de pouvoir au sein du système politique. Ce modèle trouve son expression dans des accords de commerce et d'investissement influencés par les intérêts du capital mondial afin de permettre le pillage des biens communs ou des ressources naturelles et la mise à disposition d'une main-d'œuvre bon marché. Cela a conduit à un « nivellement vers le bas » qui mine la réglementation et dresse les communautés ou les travailleur-euse-s les un-e-s contre les autres dans toutes les régions.

En bon nombre d'endroits, cela a conduit à un changement du rôle de l'État, qui est devenu « un appareil du capital mondial » au lieu d'un régulateur de l'intérêt public.¹⁴ Dans certains pays, les dirigeant-e-s communautaires luttant en première ligne pour la justice sociale sont confronté-e-s à un état policier

¹³ Binota Moy Dhamai, Asia Indigenous Peoples Pact, saisie d'email, 31 May 2024.

¹⁴ Liz Theoharis, Kairos Center for Religions, Rights and Social Justice, USA, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

corporatif,¹⁵ qui « est de plus en plus disposé à utiliser la police et l'armée pour défendre les intérêts du capital plutôt que ceux du peuple ». ¹⁶ Malgré des décennies de « responsabilité sociale des entreprises » volontaire et de protections légales apparentes dans certains contextes, les communautés doivent souvent livrer de grands combats, ne serait-ce que pour sécuriser l'information et participer aux décisions affectant leur avenir, ou pour accéder à la justice lorsqu'elles sont confrontées à des violations systématiques des droits humains.

Réflexion de 2024

L'emprise des entreprises sur les institutions gouvernementales et intergouvernementales et sur le processus décisionnel, ainsi que sur une grande partie des médias grand public et d'autres institutions de la société, est devenue pour les membres du Réseau-DESC un cadre essentiel pour comprendre la dynamique politique de cette période. Alors que les entreprises et le secteur financier ont cherché à influencer la politique et les décisions des gouvernements tout au long de l'histoire de notre système économique actuel, ce phénomène s'est intensifié au cours des dernières décennies de capitalisme néolibéral, menaçant toutes les formes de participation démocratique. Lors de notre premier atelier de critique systémique (Chiapas, 2019) et à nouveau dans une série de discussions en ligne (2022), les membres du mouvement social ont surnommé l'époque actuelle le stade « Société Nation » du capitalisme. L'emprise des entreprises est « un phénomène d'accaparement social, politique et culturel qui a des effets dévastateurs sur la vie des gens et, bien sûr, des communautés »¹⁷.

Avec la montée des régimes populistes de droite, étroitement liés aux intérêts des entreprises, nous assistons sans doute à une nouvelle manifestation de la « société nation ». Certains membres ont appelé ce phénomène « anarcho-capitalisme », où les dirigeants autoritaires d'extrême droite bénéficient d'un certain niveau de soutien populaire au milieu de crises de légitimité plus larges et font progresser des niveaux encore plus extrêmes de privatisation et d'austérité tout en sapant les protections des droits de longue date. L'emprise des entreprises sur les États puissants, ainsi que sur les institutions intergouvernementales, s'est manifestée brutalement lors de la pandémie de COVID-19. Grâce aux monopoles garantis par le régime des droits de propriété intellectuelle de l'Organisation mondiale du commerce, les profits de l'industrie pharmaceutique ont eu la priorité sur la vie de millions de personnes, faisant écho aux pertes de vies dévastatrices et inutiles lors de la crise du VIH/sida¹⁸.

¹⁵ Francisco Rocaël, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

¹⁶ Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

¹⁷ Martha Devia, Comité Ambiental en Defensa de la Vida, Colombie, commentaire dans la vidéo de lancement de la série de bandes dessinées du Réseau-DESC (2021). À l'adresse : <https://www.escri-net.org/news/2021/video-escri-net-launches-comic-series-corporate-capture>.

¹⁸ Voir Réseau-DESC, The Power of the 99% to Stop Corporate Capture of our HealthCare Systems - *Le pouvoir des 99 % pour mettre fin à l'emprise des entreprises sur nos systèmes de santé* (bande dessinée et note d'information), 2021, à l'adresse : <https://www.escri-net.org/comic-series/comic-series-power-99-stop-corporate-capture-our-healthcare-systems>.

L'emprise incontrôlée des entreprises, à une époque où de nombreuses sociétés et acteurs financiers sont économiquement plus importants que des États entiers, est la cause première de nombreuses crises auxquelles nos communautés sont confrontées. L'emprise des entreprises a facilité l'extraction des combustibles fossiles et maintenant des minerais de transition, avec des effets dévastateurs sur la santé et le bien-être des communautés, souvent sur les terres des peuples autochtones, sans leur consentement libre, préalable et éclairé. Après des décennies d'inaction face aux avertissements scientifiques concernant un changement climatique catastrophique, nos communautés sont aujourd'hui confrontées à une crise climatique dont le secteur extractif est le principal responsable. Cependant, l'emprise des entreprises a détourné l'attention des pertes et des dommages auxquels nos communautés sont confrontées et a plutôt permis d'obtenir des subventions gouvernementales s'élevant à 11 millions de dollars par minute pour l'industrie des combustibles fossiles d'ici 2020, selon le FMI, ces subventions devant presque doubler en 2021¹⁹. Lors de la COP28 (2023), présidée par Sultan Al Jaber, directeur général d'ADNOC, la compagnie nationale de pétrole et de gaz des Émirats arabes unis, le nombre de lobbyistes spécialisés dans les combustibles fossiles a atteint le chiffre record d'au moins 2 456, contre 636 en 2022²⁰. À leur tour, les crises de la dette auxquelles sont confrontés de nombreux pays sont utilisées, à la demande d'investisseurs privés et d'acteurs du monde des affaires, pour privatiser et marchandiser encore davantage la nature et les soins. Nous avons vu l'emprise des entreprises s'intensifier à tous les niveaux, depuis l'ONU sous le couvert de la gouvernance multipartite jusqu'aux interactions entre les entreprises, les élus et la police au niveau local. « Les communautés peuvent parler clairement du phénomène de l'emprise des entreprises sur les décisions gouvernementales et de leur effet dévastateur sur les communautés... Nous avons vu les entreprises s'approprier nos services publics et les mettre au service de leurs intérêts. Nous constatons que le capitalisme est à l'origine des préjudices subis par nos communautés, qu'il exploite les travailleurs, qu'il ne garantit pas des conditions de sécurité, qu'il détruit l'environnement... Les entreprises et les États travaillent ensemble pour violer nos droits. Dans les petites localités, on voit des gens qui travaillent à la fois pour l'industrie minière et pour le gouvernement ; ils utilisent la police pour protéger les intérêts des entreprises »²¹.

L'emprise des entreprises va de pair avec l'impunité des entreprises, qui se rendent régulièrement coupables de violence et de répression à l'encontre des défenseur-euse-s des droits humains qui s'opposent à leurs abus. Malheureusement, ces entreprises, soutenues par des États et d'autres institutions qui se sont emparés du

¹⁹ Damian Carrington. 6 octobre 2021. L'industrie des combustibles fossiles reçoit des subventions de 11 millions de dollars par minute, selon le FMI. Disponible à l'adresse suivante <https://www.theguardian.com/environment/2021/oct/06/fossil-fuel-industry-subsidies-of-11m-dollars-a-minute-imf-finds>. Voir aussi : Damian Carrington. 31 août 2022. Les subventions mondiales aux combustibles fossiles ont presque doublé en 2021, selon une analyse. À l'adresse : <https://www.theguardian.com/environment/2022/aug/31/fossil-fuel-subsidies-almost-doubled-in-2021-analysis-finds>

²⁰ Mettre les gros pollueurs à la porte. 5 décembre 2023. Nombre record de lobbyistes des énergies fossiles à la COP28. À l'adresse : <https://kickbigpollutersout.org/articles/release-record-number-fossil-fuel-lobbyists-attend-cop28>.

²¹ Larissa Santos, Justiça nos Trilhos, Brésil, lors de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, Brésil, janvier-février 2024.

pouvoir, n'ont que peu ou pas de comptes à rendre. Dans nombre de nos contextes, les difficultés d'accès aux tribunaux dues à des ressources limitées et à une discrimination de longue date sont encore aggravées par l'influence explicite des entreprises sur nos systèmes judiciaires ou par leur ingérence directe dans ceux-ci. Au lieu de cela, les médias deviennent des plateformes permettant aux élites économiques et politiques de nous qualifier d'anti-développement, d'anti-nationaux ou de violents, criminels ou paresseux, en s'appuyant sur des stéréotypes coloniaux et racistes. Ce comportement des médias grand public comme acteurs corporatifs exerçant une influence indue sur l'opinion publique entretient l'impunité générale des entreprises et justifie la répression des défenseur-euse-s des droits humains.

Augmentation de l'inégalité

Aujourd'hui le monde se caractérise par des niveaux d'inégalité effrayants. Comme l'a signalé Oxfam, « le fossé entre les riches et les pauvres est plus abyssal que jamais. Le Crédit Suisse a récemment révélé que les 1% les plus riches avaient désormais accumulé plus de richesse que le reste de la population mondiale, soit une année plus tôt que ce qu'avait prédit Oxfam dans une communication largement diffusée en amont du Forum économique mondial de 2015. Parallèlement, les richesses détenues par la moitié la plus pauvre de l'humanité ont chuté de mille milliards de dollars au cours des cinq dernières années ».²² À une époque où quelques individus et entreprises privilégiés ont accumulé plus de richesses que des pays entiers et où il est de plus en plus courant que les services publics essentiels ne soient disponibles que pour ceux qui ont le pouvoir de les financer, le fossé entre les riches et les pauvres a atteint des proportions inacceptables.

Cette inégalité économique a souvent été justifiée et maintenue par les divisions créées par la société, les stéréotypes sexistes, le racisme et la discrimination à l'égard des groupes minoritaires ainsi que par d'autres formes de peurs et de préjugés. Des histoires d'oppression, fréquemment étroitement liées à l'exploitation et à la dépossession, expliquent que les femmes et certains groupes (notamment les communautés autochtones et d'ascendance africaine, les migrant-e-s et les réfugié-e-s, les personnes handicapées et bien d'autres) soient affectés de manière disproportionnée par la pauvreté et soient exclus du processus de prise de décision, ce qui intensifie l'inégalité économique ou ajoute des inégalités complexes. L'attention portée à l'égalité réelle - au-delà de l'égalité juridique ou formelle- doit insister sur la manière dont sont positionnés les différents groupes au sein des sociétés en vertu des règles et des structures qui se sont formées au fil du temps. Par exemple, les femmes continuent d'assumer une charge disproportionnée du travail (non rémunérée) de garde des enfants ou des personnes âgées, tandis que les employés domestiques (principalement des femmes, souvent migrantes) subissent une exploitation chronique avec peu de protections au travail. Des lois et politiques apparemment neutres peuvent ne pas parvenir à garantir la justice, l'inclusion et le bien-être matériel de tous les groupes.

²² Oxfam, 2016 "Une économie au service des 1%: Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme"

https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-fr.pdf

Le capitalisme repose sur l'inégalité au sein des pays et entre eux. Tou-te-s les travailleur-euse-s sont exploité-e-s dans le cadre du capitalisme ou ne sont pas payé-e-s à la pleine valeur de leur force de travail afin d'assurer le profit de quelques riches dans chacun de nos pays. Comme nous l'avons souligné plus haut, le capitalisme est également lié au racisme et au patriarcat, créant des modes de privilèges pour les travailleurs masculins et les travailleur-euse-s issu-e-s des races, ethnies, tribus et castes dominantes. Comme nous le rappellent les syndicats de travailleur-euse-s domestiques, les implications de cette situation sont considérables. « Ce qui est rendu visible, c'est le travail des hommes, qui est valorisé à un certain niveau, alors que le travail des femmes est souvent invisible et non valorisé »²³ Les travailleur-euse-s du secteur des soins sont sous-payé-e-s et ne sont toujours pas pleinement reconnu-e-s ou ne bénéficient pas de protections adéquates dans la plupart de nos pays, apparemment parce que les travailleur-euse-s domestiques sont principalement des femmes et qu'elles sont souvent issues de communautés marginalisées et/ou migrantes. Dans certains de nos contextes, les femmes sont exclues des processus décisionnels formels et informels ou n'y participent pas de manière significative, ce qui renforce le patriarcat et limite l'accès des femmes à la terre, au territoire et à d'autres biens communs, malgré le rôle central qu'elles jouent souvent dans les luttes contre la dépossession. Les inégalités auxquelles sont confrontées toutes les femmes sont souvent aggravées par d'autres formes de marginalisation ou d'oppression, par exemple pour les femmes d'origine autochtone et/ou afro-descendante et/ou les femmes handicapées. Par ailleurs, les inégalités entre les pays, fondées sur l'histoire du colonialisme et de l'impérialisme, signifient que certains pays disposent de richesses beaucoup plus importantes qui pourraient être redistribuées pour lutter contre l'appauvrissement et d'autres problèmes sociaux à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières. Ces mêmes pays sont les premiers responsables du changement climatique, qui a des effets dévastateurs sur les pays plus pauvres et en particulier sur les communautés appauvries et marginalisées qu'ils abritent, alors qu'ils n'ont qu'une responsabilité minimale dans la crise climatique. La demande d'annulation des dettes illégitimes et insoutenables est un premier pas vers la redistribution et les réparations nécessaires. Cependant, les travailleur-euse-s et les mouvements plus larges restent souvent divisés à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre, se battant pour des miettes et luttant contre les véritables préjudices liés à l'histoire de l'oppression. Ces divisions ne font que s'intensifier à mesure que nos sociétés sont poussées vers le mode capitaliste libéral, qui privilégie l'intérêt personnel et la concurrence au détriment des principes de solidarité, de coopération et de bien-être collectif. À leur tour, ces divisions sont utilisées et accentuées par les entreprises - et les gouvernements alignés sur les intérêts étroits des entreprises - dans le but de faire avancer les soi-disant projets de développement, ce qui corrode encore davantage le tissu social de bon nombre de nos communautés.

À cet égard, nous reconnaissons que nos mouvements et nous-mêmes émergeons de nos sociétés au sens large et sommes façonnés par des hiérarchies historiques. Construire des mouvements inclusifs et égaux, avec un

²³ Norma Palacios, SINACTRAHO, Mexique, pendant l'atelier de critique systémique : Centering Care, Advancing Debt Justice (Placer les soins au centre, faire progresser la justice en matière de dette), Argentine, juin 2023.

leadership diversifié et partagé, demande un effort intentionnel. Cela a donné lieu à des discussions intensives au sein du groupe de travail sur les mouvements sociaux, avec des femmes et des leaders non binaires réfléchissant aux défis spécifiques et multiples auxquels elles/iels sont confronté-e-s lorsqu'elles/iels accèdent au leadership en raison des normes de genre et de la discrimination au sein de leur famille, de leur communauté et de leur mouvement. Dans de nombreuses communautés, ces défis sont aggravés pour les femmes et les dirigeants non binaires qui sont confrontés à la discrimination fondée sur d'autres aspects de leur identité (ethnicité, état civil, handicap, statut de citoyen-ne, etc.) Créer des ouvertures théoriques pour un leadership inclusif et partagé, par exemple par le biais d'élections de mouvements ouvertes aux candidates féminines, n'est souvent pas suffisant, mais un travail plutôt difficile d'éducation politique communautaire, de développement intentionnel du leadership axé sur les groupes historiquement marginalisés, d'efforts pour favoriser l'apprentissage mutuel et la solidarité entre les femmes et les leaders non binaires, et plus encore, est souvent nécessaire. Comme nous le verrons plus loin, les défis auxquels sont confrontées les femmes dans leur diversité n'ont fait que s'intensifier avec la montée du populisme de droite au cours des dernières années, avec des attaques contre les droits des femmes et des communautés non binaires à contrôler leurs propres corps et identités. «L'extrême droite est le point de rencontre de la misogynie et du capitalisme»²⁴. De même, face à la répression, à la cooptation et même à la maladie, nous avons appris l'importance d'identifier et de développer en permanence de multiples leaders - y compris des jeunes - à tous les niveaux et de créer des espaces intentionnels pour l'éducation politique afin de renforcer un leadership clair, engagé et collectif au sein de nos mouvements plutôt que de se concentrer sur des leaders charismatiques individuels²⁵.

Dégradation des écosystèmes et changement climatique

Les forces économiques mondiales qui ont élargi le fossé entre les riches et les pauvres ont privatisé et concentré les ressources naturelles du monde entre les mains d'une petite minorité. Ils ont entraîné une augmentation de la consommation, facilitée par l'obsolescence programmée des biens et des technologies, vitale pour la croissance économique et le profit, tout en traitant la nature comme une simple marchandise. Cela a contribué à la destruction de forêts, de rivières et de parties de nos océans, dont dépend la survie de nombreuses personnes, ainsi qu'à la contamination de l'air. Ceci a également déstabilisé le climat mondial, menaçant gravement la capacité d'innombrables personnes - et de leurs enfants - à exercer pleinement leurs droits humains. « La capacité de l'environnement à assurer le maintien de la vie est menacée par le changement climatique, sans doute le symptôme le plus évident d'un système guidé par la recherche de profit et non pas par l'intérêt public ».²⁶

²⁴ Claribed Palacios Garcia, UTRSAD, Colombie, lors de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, Brésil, janvier-février 2024.

²⁵ Voir : Rapport du rassemblement des mouvements sociaux à Durban, Afrique du Sud, 8 - 11 février 2023. Ces discussions se sont appuyées sur des échanges de femmes dirigeantes au Kenya (2018) et en Thaïlande (2019), ainsi que sur des échanges en ligne de femmes défenseurs des droits humains membres du Réseau-DESC (2021-2022).

²⁶ Leonardo Pereira Xavier, Movimento Sem Terra, Brasil, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

Compte tenu des niveaux actuels de CO2 dans l'atmosphère, bien supérieurs aux niveaux présents sur la planète depuis deux millions d'années, la température mondiale est aujourd'hui plus élevée qu'elle ne l'a été au cours des 115 000 dernières années. Le réchauffement de l'océan profond fait fondre les glaciers, pousse les poissons et la faune marine vers les pôles à un rythme sans précédent, et fait monter le niveau de la mer plus rapidement qu'au cours des 2800 dernières années. Le changement climatique a modifié le calendrier des saisons et a engendré des conditions météorologiques extrêmes et imprévisibles, telles que des inondations dévastatrices, des courants d'air et d'autres phénomènes. En fait, ces changements ont affecté de façon disproportionnée les populations les plus pauvres de la planète, notamment celles qui vivent de la terre ou vivent dans des logements précaires ou des zones côtières de faible altitude. Ces impacts se font généralement plus fortement sentir dans des lieux éloignés aux sources originales d'émissions de carbone ou par les pauvres et les marginalisés dans les pays riches, qui sont négligés en cas de catastrophes naturelles.

Réflexion de 2024

Les principaux émetteurs de carbone, situés pour la plupart dans le Nord de la planète, se sont soustraits à leur responsabilité historique dans la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution, et dans la mise en péril des droits des générations futures. Les conséquences de l'extractivisme effréné, de l'agro-industrie toxique et de la destruction générale du climat ont entraîné des pertes et des dommages incommensurables et irréparables pour les communautés qui ont le moins contribué aux crises climatiques. La perte non seulement de terres et d'eaux, mais aussi de cultures et d'histoires, a entraîné l'effacement de communautés entières, en particulier les communautés autochtones, paysannes et afro-descendantes qui dépendent de la terre pour leur survie. Des siècles de colonialisme et d'impérialisme ont empêché de nombreux États de remédier aux pertes et aux dommages causés par l'impact du fardeau de la dette illégitime et des décennies d'austérité.

Pendant ce temps, les guerres et les conflits pour les ressources continuent de se propager, laissant les communautés et l'environnement dévastés. Nous devons maintenant faire face aux coûts de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, pour lesquels nous n'avons qu'une responsabilité minimale, alors que les pertes et les dommages économiques et non économiques s'accumulent. « Nous payons pour des décisions que nous n'avons pas prises »²⁷. Les femmes, dans toute leur diversité, sont touchées de manière disproportionnée par les catastrophes climatiques et leurs multiples impacts sur la santé et le bien-être, car elles effectuent la majorité du travail de soins pour leurs communautés et leurs territoires.

Au lieu de s'attaquer aux crises par des mesures rapides visant à réduire les températures mondiales, par l'élimination progressive des combustibles fossiles ou par la réduction drastique des émissions de carbone, les

²⁷ Radiatu Sheriff, NRWP, Liberia, pendant l'atelier de critique systémique : Centering Care, Advancing Debt Justice (Placer les soins au centre, faire progresser la justice en matière de dette), Argentine, juin 2023.

entreprises et les pays riches continuent de promouvoir de « fausses solutions » aux crises. Ces « solutions » ne s'attaquent pas aux causes profondes des crises, mais se contentent de « blanchir » le vrai problème en détournant l'attention et en induisant en erreur. Les fausses solutions telles que les marchés du carbone, le « net-zéro », l'« hydrogène propre » ou les multiples technologies vertes qui reposent sur l'extraction de minerais essentiels promeuvent des modèles centrés sur le capitalisme qui enfoncent encore davantage la planète dans un désastre écologique plus profond. Les soi-disant « solutions basées sur la nature », telles que les efforts de conservation-forteresse, sont utilisées pour justifier la dépossession des communautés autochtones de leurs terres sous couvert de conservation. En fin de compte, toute prétendue solution climatique est fautive si elle ne place pas les droits des peuples autochtones et l'ensemble des droits humains des communautés au centre de ses préoccupations, tout en portant une attention à la planète dans son ensemble.

« Nous devons affronter le capitalisme. Nous assistons en particulier à la dévastation des pêcheries, qui fait suite à la dévastation de nos terres. L'accaparement des océans est en train de devenir la prochaine frontière du capitalisme » : a déclaré un membre lors de notre rencontre au Brésil. Se faisant l'écho de plusieurs membres, elle a également souligné que « les communautés doivent occuper une place centrale, en reconnaissant l'importance des savoirs autochtones ou traditionnels ».²⁸

Les véritables solutions à la crise climatique se trouvent chez les gardien-ne-s de notre planète, les communautés qui ont précédé de longue date la prolifération du capitalisme néolibéral.] Les peuples autochtones protègent 80 % de la biodiversité mondiale alors qu'ils ne représentent que 5 % de la population mondiale.²⁹ Les membres plaident en faveur d'alternatives au système économique dominant reconnaissent les droits de la nature et sont ancrées dans les principes de soin, de régénération et de respect de la Terre mère.

Répression croissante

Les mouvements sociaux, les organisations de base et d'autres groupes représentant les personnes qui subissent des violations des droits humains et des menaces visant leur droit de vivre avec dignité sont actuellement confrontés à une intensification de la répression, et, dans certains cas, à une réponse militarisée aux défis qu'elles posent au système dominant. Ces menaces sont perpétrées par des acteurs gouvernementaux, des forces militaires et paramilitaires, des entreprises et le crime organisé qui ont pris pour cible les défenseur-euse-s des droits humains en réponse à leur travail de mobilisation des populations pour la défense et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels. Dans certains endroits, les libertés d'association et d'expression des organisations ont été restreintes par l'application de restrictions sur leur capacité à recevoir des fonds ou des autorisations fondamentales pour pouvoir fonctionner. Dans d'autres cas, la loi a été utilisée comme un instrument pour museler la défense des droits humains et criminaliser les défenseur-euse-s des droits humains,

²⁸ Christiana Luowa, Rassemblement des mouvements sociaux du Brésil 2024.

²⁹ Anna Fleck, Indigenous Communities Protect 80% Of All Biodiversity, mardi 19 juillet 2022 : <https://www.statista.com/chart/27805/indigenous-communities-protect-biodiversity/>

ainsi que les personnes vivant dans la pauvreté.³⁰ Trop souvent, les défenseur-euse-s des droits humains ont fait l'objet d'une surveillance (légale ou non) en raison de leur travail. Tel que l'a déclaré la fille de syndicalistes confrontés à de graves accusations criminelles, « ils sont devenus si agressifs qu'ils tuent nos défenseur-euse-s des droits humains ».³¹

Au cours du premier trimestre de 2016, le Réseau-DESC a dû répondre chaque semaine à des menaces contre ses membres, notamment de harcèlement, surveillance et poursuite des défenseur-euse-s des droits humains, des luttes des organisations de base ou des mouvements sociaux, souvent au nom de la la sécurité ou des intérêts nationaux et justifiées par une prépondérante « culture de l'impunité ».³²

Dans de nombreux pays, cette répression a été étroitement liée à une politique plus vaste qui incite la peur et les préjugés, dans laquelle, les médias, contrôlés par les entreprises et / ou les gouvernements se livrent à la diffamation des individus et parfois de groupes entiers qui réclament leurs droits humains comme s'ils étaient des criminels, des personnes contraires aux intérêts nationaux, des extrémistes et des êtres illégitimes pour d'autres raisons. Dans certains cas, les différences ethniques ou religieuses sont aggravées et utilisées pour diviser les personnes confrontées à des injustices communes. Dans d'autres cas, des personnes et des familles puissantes, dont la position est renforcée par des formes autocratiques de gouvernement et des vestiges d'injustices de l'époque coloniale, ont orchestré (ou ont été complices) des réponses répressives à la défense des droits humains.

Face à ces tendances, d'une part, les membres du Groupe de travail sur les mouvements sociaux se sont réjouis d'avoir survécu à de telles attaques et ont réaffirmé leur attachement à la solidarité interrégionale en période de menaces. D'autre part, les dirigeant-e-s des mouvements sociaux ont souligné le besoin de faire face aux causes profondes qui ont incité les mouvements sociaux à se mobiliser dans un premier temps pour défendre ou promouvoir les DESC, après qu'une nécessaire action de solidarité soit adoptée en réponse à ces menaces.³³ Il s'agit essentiellement d'un appel à aller vers plus de solidarité et à aborder collectivement les conditions communes menant les communautés à lutter pour résister à la dépossession, à la paupérisation et à la destruction de l'environnement, et à faire valoir leur dignité et leur droit au bien-être matériel, à l'autodétermination et à la participation politique.

Réflexion de 2024

En s'appuyant sur les travaux du premier atelier de Critique systémique qui s'est tenu au Chiapas, au Mexique (2019), nous reconnaissons la nature violente du capitalisme, qui repose sur l'accumulation de terres, de ressources et de territoires par le biais d'une dépossession forcée. En réfléchissant à l'histoire du capitalisme,

³⁰ Tchenna Masso, MAB, appel au GTMS, mardi 29 mars 2016

³¹ Niki Gamara, Defend Job, Philippines, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

³² Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

³³ Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015.

certaines d'entre nous ont élaboré une chronologie du capitalisme³⁴ mettant en évidence les nombreuses phases du capitalisme, de la colonisation au néolibéralisme. Le capitalisme est né de l'invasion, de l'occupation et de la colonisation par les puissances européennes, qui ont recouru à la violence pour extraire les ressources de terres volées en faisant travailler de force des populations volées³⁵. Au cours des dernières années, nous avons renforcé notre compréhension de l'économie politique de la violence (PEV pour son sigle en anglais) ou la manière dont la violence a été utilisée par les acteurs étatiques et non étatiques comme outil pour développer et maintenir le capitalisme. Bien qu'une définition soit encore en cours d'élaboration, les membres considèrent que l'économie politique de la violence est : L'exercice violent du pouvoir (physique, institutionnel ou symbolique) par des acteurs non étatiques (souvent en collusion avec l'État) pour garantir leurs avantages économiques dans le cadre du système capitaliste aux dépens des appauvries et des classes laborieuses.

L'économie politique de la violence montre que l'État-nation traditionnel et ses institutions gouvernementales sont confrontés à une crise de légitimité, laissant la place à la contestation du pouvoir par des acteurs non étatiques, y compris les entreprises, qui partagent le même intérêt pour l'accumulation de profits, si nécessaire par l'utilisation de la violence. Par exemple, l'avènement de ce que l'on appelle le « narco-État » peut aider à illustrer la manière dont le rôle traditionnel de l'État a fini par être contrôlé par des organisations criminelles, qui sont souvent de connivence avec des intérêts commerciaux, pour le contrôle des terres, des ressources et des populations et souvent en réponse à la résistance populaire à des projets de développement hégémoniques et extravagants ; nous pouvons également comprendre cela comme une forme de « narco-capitalisme ». Le crime organisé s'est infiltré dans tous les aspects des sociétés - occupant des positions de pouvoir politique, contrôlant les frontières, les médias, les forces de police locales, dominant diverses industries (pas seulement les drogues et les armes, mais aussi l'exploitation minière, l'agriculture et le tourisme) et réinventant le tissu social des communautés.

« Ce que nous considérons comme le plus dangereux au Mexique, c'est lorsque l'État, les entreprises et le crime organisé se fondent en une seule entité... Les narcos n'achètent plus les politiciens, ils sont les politiciens. Ils sont aussi des hommes d'affaires. Cela signifie que le narco a le contrôle des fonds, de la police. C'est le narco qui devient gouverneur... Le narco contrôle la migration, le trafic de femmes et d'enfants, il contrôle les territoires, les médias. Leur business n'est plus seulement la drogue. Ils contrôlent tout, y compris les mines et les plantations d'huile de palme. Ils contrôlent également la vie sociale, par exemple en imposant des couvre-feux. Ils contrôlent la peur ». ³⁶

Cette violence a des dimensions raciales et de genre qui doivent également être comprises dans le contexte d'un système économique lié au racisme et au patriarcat depuis ses origines. Les femmes, les LGBTQ+ et les communautés afrodescendantes subissent souvent le poids de la violence. Les femmes défenseurs des droits

³⁴ Chronologie numérique du capitalisme du Réseau-DESC : <https://www.escri-net.org/digital-timeline-capitalism>

³⁵ Rapport de la réunion du PEV page 5

³⁶ Gustavo Castro, Otros Mundos - Atelier PEV Mexico avril 2023

humains sont en première ligne de la défense territoriale face à l'agression et à la dépossession liées au développement, qui sont souvent le fait de paramilitaires, de forces de sécurité privées et d'appareils militaires³⁷. «Tant de sœurs ont été tuées pour avoir défendu notre terre. Cela n'affecte pas seulement les femmes, leurs familles et leurs communautés... cela menace le monde entier. Ce sont les communautés qui défendent la nature, et tous les êtres humains sans exception dépendent de la terre pour survivre ».³⁸

Les femmes leaders de la base et les défenseuses des droits humains ont réfléchi aux multiples formes de violence auxquelles elles sont confrontées ainsi qu'aux principaux auteurs de violence à leur rencontre, dans le contexte de sociétés patriarcales, reflétant des normes de genre oppressives qui sont également souvent internalisées au sein des communautés, des organisations et des mouvements. « Nous sommes confrontées à la violence d'État fondée sur le genre, comme les viols, les meurtres et les menaces sexuelles en ligne et hors ligne, en commençant par les plus hautes fonctions du pays. Nous vivons dans une société très patriarcale où les institutions étatiques et religieuses considèrent les femmes comme des objets ».³⁹

Le lien profond entre l'emprise des entreprises, le militarisme et l'industrie de l'armement est fondamental pour notre compréhension du PEV. Comme les systèmes de violence reposent sur les armes (largement produites dans les pays du nord et exportées dans les pays du sud), le rôle des entreprises dans la promotion du militarisme mondial ne peut être négligé. Les entreprises, dans les secteurs de l'armement et de la technologie, tirent des profits directement de la guerre, alors même que les investissements des grandes entreprises sont depuis longtemps protégés par la puissance militaire. Au cours des deux dernières décennies, l'industrie de l'armement a bénéficié de la montée de la soi-disant « guerre contre le terrorisme », contribuant à promouvoir des politiques et des idéologies ancrées dans la surveillance, le maintien de l'ordre et la militarisation en réponse au « terrorisme ». Si ce phénomène est souvent associé à des pays impériaux comme les États-Unis, il s'est étendu au-delà des frontières, y compris dans les pays du Sud, de nombreux États adoptant la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme » pour justifier les interventions militaires, les agressions en matière de développement et la répression des dissident-e-s politiques.

Alors que la répression, les représailles et les attaques contre les défenseur-euse-s des droits humains s'intensifient, la croissance des mouvements populistes d'extrême droite constitue également une menace sérieuse pour nos mouvements et nos communautés. Ces forces tentent de semer la division, revigorer le patriarcat et le racisme, et profiter des communautés contraintes à la précarité. Dans de nombreux cas, l'extrême droite est représentée officiellement par le gouvernement, mais aussi renforcée par des groupes non étatiques tels que des groupes de réflexion, des médias, des organisations religieuses, des milices ou des groupes paramilitaires,

³⁷ Rapport sur la construction d'une paix durable, p. 13

³⁸ Rapport : Intersections entre les DESC des femmes, la terre, la corruption des entreprises et le changement climatique : https://www.escri-net.org/sites/default/files/escri-net_womens_escri_and_land_corporate_capture_and_climate_change_20191010_en.pdf

³⁹ Femmes unies : regard sur le leadership des femmes défenseuses des droits humains (rapport 2020)

qui bénéficient souvent de l'impunité et de la protection des gouvernements de droite. Ces forces sont « l'expression la plus sauvage du capitalisme [...] elles sont racistes et élitistes, s'unissant aux colons et aux impérialistes pour nier les droits humains et environnementaux »⁴⁰ L'extrême droite encourage la violence contre ceux qui résistent à l'imposition du capitalisme néolibéral, y compris le recours à des « étiquettes rouges » contre les défenseurs, et utilise souvent des idéologies religieuses pour justifier ses actions. En réfléchissant à son expérience au Brésil, Josana Pinto da Costa a déclaré :

« L'extrême droite a exercé une violence contre nos mouvements, avec une augmentation des féminicides et de la criminalité... Les lois environnementales ont été affaiblies, de sorte que l'agro-industrie a pu progresser rapidement, alors que nous étions préoccupés par la pandémie. Le nom de Dieu était utilisé pour justifier la violence. »⁴¹

POINTS ÉMERGENTS

DE L'UNITÉ DANS LES LUTTES

Les mouvements sociaux membres du Réseau-DESC suggèrent « qu'un autre monde est possible et nécessaire, et que nous sommes le moyen pour y parvenir ».⁴² Ceci requiert en partie de reconnaître que les différents membres du Réseau-DESC sont confrontés à des forces et des intérêts mondiaux communs qui bénéficient souvent de la paupérisation et de la dépossession d'autrui. « Tout comme le capitalisme est mondialisé, nous devons mondialiser la lutte pour les droits des pauvres. »⁴³

Réflexion 2024

En réponse aux conditions globales auxquelles nos communautés sont confrontées, à l'intensification de la polycrise de ces dernières années, nous réaffirmons la nécessité de construire un pouvoir collectif à travers les mouvements et les régions, en plaçant au centre les femmes leaders de la base dans toute leur diversité. Le Réseau-DESC, en tant que mouvement social, peuples autochtones, syndicats indépendants et ONG membres, devrait approfondir son rôle de plateforme pour relier les luttes, faciliter la solidarité interrégionale et, en fin de compte, renforcer le pouvoir pour un changement systémique. Nous avons obtenu la reconnaissance formelle de nos droits et nous avons remporté de nombreuses victoires de haute lutte, en protégeant nos modes de vie et

⁴⁰ Francisco Rocaël, Rassemblement au Brésil, CPO

⁴¹ Josana Pinto da Costa Nega, rassemblement au Brésil, WFFP

⁴² Herman Kumara, National Fisheries Solidarity Organization, Sri Lanka, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

⁴³ Roshan Bhati, Pakistan Fisherfolk Forum, Pakistan, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

en bloquant les projets d'extraction et d'autres formes de dépossession. Ces premières victoires, ainsi que les nombreux sacrifices de nos frères et sœurs, nous ont fait comprendre que « nous devons continuer à nous organiser au niveau local, car c'est de là que viendra notre force »⁴⁴ De plus, nous comprenons que nous devons relier les luttes - paysannes, afro-descendantes, autochtones, féministes, LGBTQ+ - et « construire une alliance internationale face au capitalisme, en tant que système de mort et en tant que système hégémonique. Au sein de cette alliance internationale, nous devons intégrer la solidarité et l'internationalisme comme principes pratiques clés ».⁴⁵ Comme décrit ci-dessous, en s'appuyant sur l'approfondissement des pratiques d'éducation politique populaire et de recherche menée par les communautés, nous réaffirmons le potentiel de la campagne pour faciliter notre capacité à agir ensemble et à tirer parti de la force plus complète du Réseau-DESC, obtenant ainsi des victoires vers un changement plus systémique.

Alors que nous sommes confrontés à des intérêts de plus en plus puissants et que nombre de nos mouvements sont fragilisés par de longues années de lutte, nous célébrons également les alternatives ou les solutions qui existent déjà et qui ont été défendues dans nos communautés, centrées sur la protection des personnes et de la planète, la coopération et la solidarité. À Durban, les membres des mouvements sociaux ont affirmé et développé des principes issus de la lutte d'Abahlali baseMjondolo, qui ont trouvé un écho dans nombre de nos combats. Il s'agit notamment du principe de l'« ubuhlalime » ou de la compréhension du fait que « je suis parce que nous sommes », que notre humanité est définie par nos relations avec ceux ou celles qui nous entourent, qu'elle en dépend et qu'elle est confirmée par ces relations⁴⁶. Nous construisons des mouvements inclusifs et connectés par nécessité, en donnant la priorité au collectivisme plutôt qu'à l'individualisme et à la « solidarité pratique » au sein de nos mouvements et entre eux. Ce faisant, nous incarnons le monde que nous voulons voir aujourd'hui avec clarté et engagement. Face aux puissants intérêts impérialistes et capitalistes, nous approfondissons également notre revendication du droit à l'autodétermination. À son niveau le plus élémentaire, le droit à l'autodétermination émerge de la demande de se réapproprier notre propre histoire et nos communautés et de façonner notre propre avenir. Le droit à l'autodétermination est un élément fondamental de notre mission, qui consiste à « construire un mouvement mondial pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tou-te-s », le droit à l'autodétermination est fondamental.

Revendiquer les droits humains

Les droits humains sont un instrument puissant pour contrer ces tendances, promouvoir la responsabilité et contester le modèle de développement dominant. Cela est dû au fait que les normes relatives aux droits humains

⁴⁴ Christiana Saiti Louwa, WFFP/El Molo Forum, Kenya, depuis la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, Brésil, janvier-février 2024.

⁴⁵ Ayala Dias, MST, Brésil, lors de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, Brésil, janvier-février 2024.

⁴⁶ S'bu Zikode, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud, rassemblement des mouvements sociaux à Durban, Afrique du Sud, 8 - 11 février 2023.

sont issues de longues luttes passées. Ainsi, les États ont assumé l'obligation de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains au maximum de leurs ressources disponibles et au moyen de la coopération internationale, en garantissant les droits à l'autodétermination et à l'égalité formelle et réelle dans l'exercice de ces droits. Les instruments internationaux, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, plusieurs traités fondamentaux des droits humains et la jurisprudence d'organismes internationaux et régionaux, démontrent qu'il existe des demandes communes en quête d'un monde différent fondé sur les principes d'égalité réelle et de dignité. Atteindre une plus grande prise de conscience des droits humains (notamment des droits économiques, sociaux et culturels) pourrait briser l'isolement des nouvelles luttes des bases qui font face à de puissants intérêts de plus en plus mondiaux. Les droits humains fournissent un cadre commun pour l'analyse et les revendications, qui devra nécessairement se concentrer sur le respect et l'application des normes relatives aux droits humains dans la lutte pour la dignité.

Réflexion de 2024

En reprenant le cadre des droits humains, nous renforçons l'importance centrale du droit collectif à l'autodétermination, incarné dans les articles 1 communs aux deux pactes internationaux des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur les droits civils et politiques, à savoir : « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel ». Au cours des dernières années, l'autodétermination - en particulier pour les peuples autochtones, la Palestine et d'autres luttes anticoloniales et anti-impériales - a été intégrée dans une grande partie de notre plaidoyer collectif via le Réseau-DESC. Pour les peuples autochtones, l'autodétermination implique le droit à l'autogouvernance - y compris l'éducation des enfants et l'utilisation des langues autochtones -, à la souveraineté territoriale et aux droits fonciers collectifs, ainsi qu'au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE). Fruit de puissantes luttes autochtones, le droit à l'autodétermination a également été affirmé et développé dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Le droit à l'autodétermination a été consacré par la reconnaissance des États plurinationaux dans la Constitution équatorienne de 2008 et la Constitution bolivienne de 2009, et des luttes similaires sont en cours dans d'autres contextes. « L'exercice de l'autodétermination est un moyen d'affronter le capitalisme. L'autodétermination est un droit fondamental qui a une validité supérieure à la Constitution. L'autonomie est un principe propre aux communautés autochtones, préexistant et antérieur aux États ». ⁴⁷ Cependant, malgré cette reconnaissance juridique, la lutte pour la mise en œuvre se poursuit, notamment parce que le droit au CLPE est trop souvent nié ou minimisé face aux puissants intérêts des entreprises.

Les processus de décolonisation en cours sont importants. Nous devons également examiner et affronter le « processus de recolonisation de l'État ». La recolonisation ou « colonisation interne » sape l'autodétermination et l'intégrité territoriale au service de

⁴⁷ Francisco Rocaël, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala, depuis la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, Brésil, janvier-février 2024.

« projets de développement, d'industries extractives, de nouvelles initiatives de marchés du carbone », souvent via la militarisation et la répression⁴⁸. À cet égard, nous devons réfléchir à la manière dont nous conceptualisons l'autodétermination.

« L'autodétermination ne viendra pas lorsque le gouvernement nous reconnaîtra. L'autodétermination vient lorsque nous, en tant que communauté, mettons en pratique nos propres visions »⁴⁹ La garantie du droit à l'autodétermination implique en fin de compte la construction d'une conscience et d'un pouvoir collectifs à partir de la base. « Notre expérience montre que cela passe par le processus de lutte. Il s'agit de se former à partir de la base, en s'appuyant sur de petites victoires. Dans notre pratique en tant que subjectifs collectifs, cela dépend de nous en tant que collectif ».⁵⁰

En définitive, le droit à l'autodétermination concerne bon nombre de nos communautés. Face à l'impérialisme économique, « nous devons penser à l'autodétermination des peuples en commençant par les conditions qui nous sont imposées. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale imposent des conditions aux peuples... ils conditionnent le développement économique, social et culturel des peuples. »⁵¹ Le droit collectif à l'autodétermination est quant à lui complété par le cadre plus large des droits humains. Ce cadre comprend les droits individuels à la maîtrise de nos corps, de nos identités et de nos avenir, sans violence ni répression. Nos mouvements féministes afro-descendants et autochtones en Amérique latine et au-delà ont utilisé la notion de « cuerpo territorio » pour relier explicitement les demandes de droits individuels à l'autonomie corporelle aux luttes pour les droits collectifs à la terre et au territoire, souvent menées par des femmes leaders de la base. Il est vital de réclamer ces droits interconnectés, en particulier face à la montée du populisme de droite, qui tente de nous diviser en s'appuyant sur l'histoire du patriarcat et du racisme.

Nous affirmons également que les droits environnementaux sont au cœur de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Dans nombre de nos pays et au niveau international, nous avons participé aux luttes pour la reconnaissance du droit à un environnement propre, sain et durable, y compris le droit des générations futures à jouir de cet environnement. En outre, nous sommes convaincus que les êtres humains font partie de la nature et qu'ils sont interdépendants de toutes les formes de vie et de la planète. Les communautés de nos membres autochtones ont pris soin de la terre en tant que bien collectif, ont vécu en harmonie avec la nature et ont préservé la biodiversité pendant des générations, en résistant aux modèles coloniaux et capitalistes

⁴⁸ Binota Moy Dhamai, AIPP, par courrier électronique le 29 janvier 2024.

⁴⁹ Zenayda Serrano, MUFRAS-32, Salvador, lors de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024. De même, « la meilleure façon de revendiquer le droit à l'autodétermination est de l'exercer » - Mae Buenaventura, APMDD, Philippines, lors de la réunion du groupe de travail sur le mouvement social à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁵⁰ Ayala Dias, MST, Brésil, lors de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁵¹ Claudia Lazzaro, SOCRA, Argentine, de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier - février 2024.

qui traitent la terre et la vie comme des marchandises destinées à produire des richesses pour un petit nombre. À cet égard, nous exigeons la justice climatique et environnementale - les droits des peuples autochtones et les droits humains au sens large étant essentiels aux efforts visant à préserver notre environnement et à enrayer le changement climatique. Nous exigeons également le droit à réparation pour les communautés qui ont subi des pertes et des dommages incommensurables en raison de la crise climatique. Toute solution climatique est une fausse solution si elle n'inclut pas la participation centrale des communautés touchées et ne reconnaît pas les droits des peuples autochtones à un consentement libre, préalable et éclairé. En outre, nous devons continuer à élargir notre conception des droits, en élevant les droits de la nature comme étant ultimement liés à notre propre survie et à notre bien-être.

Mise en rapport des luttes menées - un mouvement mondial uni pour faire face à l'injustice, aux inégalités, à la dépossession et à l'exploitation

Les communautés, chacune ayant sa propre histoire, sont de plus en plus exposées à des acteurs, des politiques globales et des pratiques qui perpétuent une crise persistante aggravant l'inégalité, la paupérisation, la destruction de l'environnement et les violations de droits connexes. L'injustice sociale n'est pas uniquement une source de préoccupation dans les zones rurales (ou urbaines). Elle n'apparaît pas seulement dans les zones litigieuses des pays du Sud mondialisé. De nos jours, dans tous les pays il existe des personnes vivant dans la pauvreté, victimes de violations des DESC ou menacées de perdre leurs moyens de subsistance. Bien que ces communautés et mouvements ne soient pas explicitement unis dans une lutte commune, ils partagent des défis fondamentaux, servant de base pour coordonner les activités. Il est possible de créer une campagne plus large pour la réalisation universelle des droits humains en approfondissant l'unité de ces luttes individuelles et en leur montrant les relations qui les relient. D'ailleurs, la seule force pouvant rivaliser avec ce modèle qui favorise les profits privés aux dépens du bien-être public (afin de garantir la responsabilité et, en fin de compte, promouvoir des modèles alternatifs) sera l'action unifiée des communautés et des organisations alliées faisant collectivement face à la pauvreté, à la dépossession et aux inégalités. Les efforts visant à remettre en question les intérêts intégrés dans nos modèles économiques et sociaux actuels sont susceptibles de :

-
- **Faire face à l'emprise des entreprises des institutions étatiques et des processus de prise de décision** : Les entreprises et d'autres acteurs du secteur privé, particulièrement dans les secteurs financiers et de l'investissement, travaillant fréquemment en étroite collaboration avec les gouvernements, sont devenus de plus en plus agressifs dans leur quête de profit. Cela constitue un facteur clé de la répression croissante décrite ci-dessus, notamment au fur et à mesure que les communautés se sont mobilisées pour résister à la dépossession et revendiquer leurs droits. Plutôt que de laisser les entreprises, les investisseurs et les autres institutions financières coopter les institutions et les processus étatiques, exploiter les ressources naturelles et amasser de la richesse au détriment des

personnes, l'action collective articulée peut, comme l'a dit Gandhi, « pourvoir aux besoins de tou-te-s, mais pas à la cupidité de certain-e-s ». ⁵²

- **Insister sur les droits, non pas sur les objectifs** : Les droits humains, notamment les droits économiques, sociaux et culturels sont non négociables, universels et indivisibles, et la société doit fournir le maximum de ressources disponibles afin d'assurer leur mise en œuvre. Les droits à l'égalité, à la vie et aux moyens de subsistance, entre autres, ne peuvent être réduits à des « objectifs de développement » et à des codes de conduite volontaires qui peuvent s'avérer insuffisants, être laissés aux mains du secteur privé, ne pas être respectés ou laissés de côté en raison de circonstances imprévues. En ce sens, il est essentiel de renforcer le statut des droits humains comme étant des obligations juridiques. Suite aux luttes des peuples, les droits humains ont été codifiés dans des traités internationaux et tous les États sont juridiquement liés par au moins un traité relatif aux droits humains, tel que le Pacte international relatif aux DESC qui a été ratifié par 164 États. Les États ont l'obligation juridique de respecter, protéger et mettre en œuvre ces droits, notamment en garantissant des recours efficaces et un accès égal à la justice en cas de violations. De même, ces obligations doivent être respectées en pratique, souvent grâce à l'insistance des individus qui les réclament.
- **S'interroger sur la moralité des profits dans ce contexte d'inégalité croissante** : Nous sommes dans une société où la recherche du profit justifie la concentration des ressources, la dépossession de millions de personnes, la destruction de l'environnement et la pauvreté qui en résulte, en les présentant comme l'effet des défaillances individuelles et le coût inévitable du « progrès ». Les impôts sont évités et les biens publics sont privatisés pour augmenter les marges bénéficiaires des grandes entreprises et de leurs investisseurs. Parallèlement, les dirigeant-e-s de la base qui se mobilisent pour défendre les communautés et les droits humains des peuples confrontés à l'inexorable course au profit sont criminalisé-e-s et réduit-e-s au silence. Ceci représente un déséquilibre fondamental dans les valeurs qui régissent l'architecture économique mondiale et appelle à un effort concerté afin de « diaboliser le profit et le faire passer pour un gros mot plutôt que pour une noble quête ». ⁵³

Promouvoir le leadership des pauvres, des dépossédés et des marginalisés

Au fur et à mesure que les forces économiques influencent les histoires et les dynamiques locales dans leur propre intérêt, elles incitent également des conditions économiques, sociales et environnementales qui obligent les pauvres et les dépossédés à agir. L'inégalité mondiale augmente dans presque tous les pays du monde, plongeant de plus en plus de personnes dans la pauvreté ou rendant leurs moyens de subsistance de plus en plus précaires. Il en est ainsi des travailleur-euse-s contraint-e-s de travailler trop d'heures ou de tolérer des conditions

⁵² Prafulla Samantara, Lok Abhay Shakti, Inde, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

⁵³ Legborsi Saro Pyagbara, Movement for the Survival of the Ogoni People, Nigeria, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

inhumaines de travail, des travailleur-euse-s urbain-e-s informel-le-s et des travailleur-euse-s agricoles (dont 70 pour cent sont des femmes) qui jouent un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire, mais qui sont privé-e-s de leurs droits à la terre.

Néanmoins, ils/elles ont tou-te-s une voix. De fait, les dirigeant-e-s des personnes directement affectées par la dépossession, la pauvreté, l'exploitation et la dévastation environnementale, ainsi que ceux et celles qui ont pris l'engagement politique de garantir les droits humains sont essentiel-le-s pour que le mouvement mondial en faveur d'un changement social positif ait une chance de réussir. Les preuves généralisées, accessibles et irréfutables démontrant l'existence de la pauvreté au milieu de la richesse mondiale ont renforcé davantage de nombreux nouveaux mouvements dans le monde entier. Ces développements offrent l'opportunité d'effectuer une analyse collective, de présenter des demandes communes relatives aux droits humains et de collaborer au-delà des frontières. Tel qu'énoncé dans les principes généraux du Réseau-DESC, les mouvements sociaux et les communautés politiquement organisées doivent être au centre de l'analyse et de l'action. Les mouvements ont dit clairement, « Rien sur nous, sans nous ».⁵⁴ Les groupes ayant participé à l'élaboration de cette Charte commune ont également souligné le besoin de soutenir les femmes occupant des postes de direction et une plus forte analyse sexospécifique, ainsi que le développement continu de jeunes dirigeant-e-s.⁵⁵

Amplifier et articuler des modèles alternatifs

Le cadre des droits humains offre des paramètres potentiels pour des revendications communes et des modèles alternatifs, en commençant par les principes de transparence, de responsabilité et de participation, et, finalement, en insistant sur l'égalité réelle et l'utilisation de toutes les ressources disponibles et de la coopération internationale pour la réalisation des droits humains. Sur la base du cadre des droits humains, ces modèles alternatifs ou solutions, émergeant avant tout des communautés, pourraient atteindre les objectifs suivants :

-
- **Affirmer la dignité humaine et le caractère sacré de la vie** : Les droits humains ne sont pas négociables, car toute vie humaine est sacrée et intrinsèquement digne. Des modèles alternatifs devraient idéalement affirmer nos connexions et responsabilités communes envers les générations futures, garantir la durabilité de l'environnement et créer un espace pour l'auto-détermination et la récupération de la liberté. Ils devraient reconnaître le caractère sacré de toutes les formes de vie (des poissons et des cours d'eau à la terre et à l'air). La vie humaine est en interdépendance avec toutes les autres formes de vie.
 - **Revendiquer l'égalité réelle comme étant une condition préalable pour aller de l'avant** : Les femmes portent souvent le fardeau de la pauvreté mondiale car les systèmes de patriarcat s'entrecroisent

⁵⁴ Mzwakhe Mdlalose, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud, Millerton, NY, 8-11 juin 2016

⁵⁵ Herman Kumara, NAFSO, Sri Lanka. Millerton, NY, 8-11 juin 2016

avec et influencent le système économique mondial. Les femmes et les filles se heurtent à des obstacles différents et disproportionnés les empêchant de jouir de leurs DESC, bien que les femmes d'une même société soient traitées différemment en raison de leur classe sociale, leur statut de citoyenneté, leur identité sexuelle, leur race ou d'autres questions. Si notre mission est de faire des « droits humains et de la justice sociale une réalité pour tou-te-s », tout en construisant un mouvement capable d'y parvenir, nous devons renforcer l'égalité formelle et réelle, comme étant un élément fondamental de cette mission et de notre mouvement. Les modèles alternatifs doivent donc mettre en avant les droits et les réalités des femmes et des filles dans le monde, en veillant à ce qu'ils soient au cœur de leur construction.

-
- **Protéger un espace de dissidence et « le droit de revendiquer des droits »** : Face à la croissante criminalisation de la dissidence et à la fermeture des espaces pour l'action civique, il est nécessaire de protéger tous les droits humains. Ces derniers comprennent la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association, et le droit à une procédure régulière, qui se renforcent mutuellement avec les droits économiques, sociaux et culturels.
 - **Envisager un avenir commun** : Cela implique la reconnaissance des injustices historiques et des moyens souvent utilisés par les puissants pour maintenir leur position en semant la peur, les préjugés et les divisions. Il est nécessaire de prêter attention à l'égalité réelle, en veillant à ce que les luttes pour mettre fin à la pauvreté et à la dépossession, mèneront, à terme, au bien-être partagé, à la pleine participation et aux droits pour toutes les personnes, « sans aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la propriété, la naissance ou tout autre statut », y compris l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Il doit aussi traiter les questions de durabilité écologique, en défendant des responsabilités communes mais différenciées, et en contestant les inégalités au sein et entre les pays.

Réflexion 2024 : Placer au centre les soins pour les personnes et la planète :

Le soin est ce qui soutient la vie de la naissance à la mort - répondant aux besoins des nourrissons et des malades, élevant les enfants et maintenant les pratiques communautaires, produisant de la nourriture et préservant la biodiversité. Les soins sont « une responsabilité individuelle et collective, liée au bien-être de la communauté elle-même et de ses membres en tant qu'individus ». Pour les peuples autochtones, la défense de la terre et du territoire est également une forme de soins collectifs »⁵⁶ Dans nos communautés, nous honorons la résistance et la solidarité en tant que formes vitales de soins pour notre bien-être collectif, aujourd'hui et à l'avenir. Nous sommes interconnecté-e-s et interdépendant-e-s les un-e-s des autres et de toute vie sur la planète. « Nous devons prendre soin de l'environnement, de la

⁵⁶ Beverly Longid, AIPP, Philippines, de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

terre, de l'air, de l'eau, qui nous soutiennent, soutiennent nos systèmes alimentaires ainsi que notre bien-être »⁵⁷.

Sous le capitalisme, les formes de soins autrefois collectives sont devenues individualisées, commercialisées et privatisées. Quarante ans de capitalisme néolibéral, souvent imposé dans des moments de crise de la dette, ont impliqué des attaques constantes contre la fourniture publique de soins sous de multiples formes. Nous exigeons l'annulation de la dette, l'imposition progressive, la fourniture de services publics et des réparations pour les dettes illégitimes et les pertes et dommages causés par le climat. Nous exigeons également la participation et la centralité de nos communautés dans tout modèle de fourniture de soins, car nos communautés ont maintenu, développé et protégé des pratiques de soins collectifs et de solidarité.

Reflétant de longues traditions de réciprocité et d'attention, « les femmes sont au cœur de la défense de nos territoires dans les Andes boliviennes. Elles sont conscientes de leur rôle en tant que gardiennes de la Terre Mère, en tant que gardiennes de la terre. Nous avons une alternative pour encourager les droits des femmes dans nos territoires... pour combattre le capitalisme »⁵⁸ Les membres sud-africains occupent collectivement des terres, partagent la production alimentaire et la cuisine, et construisent des espaces communautaires pour l'éducation politique, en partant du principe que notre humanité est définie par nos relations avec ceux et celles qui nous entourent, qu'elle en dépend et qu'elle est confirmée par ces relations⁵⁹. Plusieurs d'entre nous ont formé des syndicats, malgré l'absence de cadres juridiques pertinents, pour obtenir la reconnaissance de nos contributions essentielles, affirmer notre dignité en tant que travailleur-euse-s domestiques ou travailleur-euse-s de soins, et « élaborer nos propres revendications et stratégies pour réaliser ce que l'on nous avait dit n'être pas réalisable »⁶⁰. Au Guatemala, des coopératives dirigées par des femmes mènent des luttes pour la souveraineté alimentaire et résistent au système alimentaire capitaliste, à l'agriculture axée sur l'exportation, aux monocultures et aux pesticides toxiques⁶¹. Nous célébrons les alternatives et la résistance menées par les femmes dans nos communautés. Cependant, nous reconnaissons que dans beaucoup de nos communautés et dans nos sociétés plus larges, les normes patriarcales - associées au capitalisme qui « déforme les notions d'amour

⁵⁷ Herman Kumara, NAFSO, Sri Lanka, de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier - février 2024.

⁵⁸ Betty Mitma, Red Chimpu Warmi, Bolivie, depuis la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁵⁹ Bathabile Makhoba, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud, depuis la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁶⁰ Norma Palacios, SINACTRAHO, Mexique, depuis la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁶¹ Valeska Sarmiento, RIPESS-LAC, Guatemala, depuis la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

»⁶² - font peser sur les femmes, dans leur diversité, un fardeau disproportionné. Le travail de soins reste invisibilisé, non rémunéré ou sous-payé, et non protégé. « Ce qui est rendu visible, c'est le travail des hommes, qui est valorisé à un certain niveau, alors que le travail des femmes est souvent invisible et non valorisé »⁶³.

Les soins sont essentiels à notre survie collective et c'est le travail de soins qui rend tout travail possible. « Les soins sont essentiels à la reproduction de la société humaine. Nous voulons éduquer nos enfants. Mais cela se fait souvent dans le cadre de relations très inégales, et c'est là le problème »⁶⁴. Nous devons nous concentrer sur la construction d'économies de soins ou centrées sur les soins, « en nous recentrant sur la reproduction sociale plutôt que sur la production pour le profit »⁶⁵, ce qui implique de reconnaître les soins comme un droit commun, y compris pour les travailleur-euse-s de soins, de valoriser le rôle essentiel des soins pour les personnes et la planète, de les reconnaître comme une responsabilité collective à partager par toutes les personnes, quel que soit leur sexe, et d'insister sur le fait que « l'économie des soins doit être exempte de dettes ».⁶⁶

En fin de compte, « tous les mouvements sociaux du Réseau-DESC réclament la même chose : la fin de la pauvreté et de la violence contre les pauvres et contre ceux qui se battent pour défendre leurs droits ».⁶⁷ Une campagne mondiale pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels est susceptible d'unir toutes ces différentes luttes au sein d'un grand effort concerté. Un monde fondé sur le respect de tous les droits humains et qui défende le caractère sacré de toutes les formes de vie est non seulement possible : il est déjà en train d'émerger à travers ces luttes.

ENVISAGER UNE CAMPAGNE MONDIALE

Le Groupe de travail des mouvements sociaux a envisagé la possibilité d'une campagne mondiale, laquelle, développée avec l'ensemble du réseau, mettrait en évidence les différentes actions des mouvements sociaux et insisterait pour qu'elles soient considérées comme faisant partie d'un ensemble interconnecté, un ensemble dans lequel nul ne peut gagner sans l'autre. La victoire dans la lutte pour des emplois décents aux Philippines ne se

⁶² Paula Goes, MAB, Brésil, de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁶³ Norma Palacios, SINACTRAHO MEXIQUE, Atelier de critique systémique sur la dette et les soins Argentine 2023

⁶⁴ Mae Buenaventura, APMDD, Philippines, de la réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux à Sao Luis, au Brésil, janvier-février 2024.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Claudia Lazzaro, (SOCRA, Argentine), Atelier de critique systémique sur la dette et les soins Argentine 2023

⁶⁷ Ida LeBlanc, National Union for Domestic Employees, Trinidad et Tobago, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

réalisera que lorsqu'il y aura des logements adéquats en Afrique du Sud, de l'eau potable et abondante dans le golfe du Mexique, et des moyens de subsistance sûrs au Sri Lanka. Autrement, chacune de ces victoires devient un motif pour que les acteurs économiques puissants transfèrent leurs activités ailleurs dans le monde et poursuivent leur quête constante de profit et de croissance au détriment des droits humains et de la durabilité environnementale. En reliant ces luttes, un plan cohérent d'action collective, éventuellement sous la forme d'une campagne mondiale, révélerait non seulement les contradictions de l'économie actuelle et des systèmes politiques connexes, mais permettrait aussi de développer l'analyse et d'élargir le leadership nécessaire pour construire « un mouvement mondial pour que les droits humains et la justice sociale soient une réalité pour tou-te-s ».

Une première audience pour cette campagne comprendrait des membres du Réseau-DESC et ses alliés, qui approfondiraient la compréhension des liens entre leurs histoires et se joindraient à une analyse partagée sur les conditions communes qui affectent leurs communautés. Rendre visible les exigences en matière de droits économiques, sociaux et culturels, et les problèmes communs auxquels les communautés sont confrontées, permettrait de briser l'isolement des luttes de base et inviterait d'autres mouvements, communautés et organisations de la société civile à cette campagne, ce qui renforcerait la reconnaissance que : « ton problème est mon problème et ta lutte est ma lutte ». ⁶⁸ Ces mouvements, ainsi qu'un nombre croissant de luttes alliées, constitueraient une base potentiellement solide sur laquelle des claires revendications de respecter les DESC pourraient être formulées aux gouvernements, tout en exigeant la responsabilité du secteur privé et des acteurs du système économique dans son ensemble, pour leurs violations des droits humains. Une campagne devrait également faire face à la réaction négative des puissants acteurs privés et des responsables gouvernementaux à l'égard des communautés et des individus qui se sont mobilisés pour revendiquer les droits humains, en renforçant leur droit et leur capacité à s'organiser et à agir collectivement pour défendre et réaliser les DESC. Enfin, face à de croissantes conditions économiques et sociales qui menacent le bien-être et même la vie, il existe une volonté marquée de défendre et d'explorer les modèles économiques et sociaux alternatifs qui mettent en œuvre les droits humains.

Réflexion 2024

Depuis la rédaction initiale de la Charte commune, le réseau a pris des mesures pour soutenir le développement de campagnes à l'échelle du réseau avec la création d'une équipe Campagne et Adhésion au sein du Secrétariat du Réseau-DESC, à partir de 2021. Cette équipe a facilité la création d'espaces permettant aux membres d'explorer des campagnes potentielles, en intégrant des discussions stratégiques sur les campagnes dans le cadre de divers groupes de travail sur les mouvements sociaux, ainsi que dans des espaces d'éducation politique, notamment nos ateliers de critique systémique en cours. Notre pratique d'approfondissement de la recherche

⁶⁸ Herman Kumara, NAFSO, Sri Lanka. Correspondance électronique envoyée le 23 juin 2016

menée par les communautés, à partir de 2020, peut également servir d'outil important dans l'élaboration des campagnes.

Si le lancement d'une campagne mondiale comporte un certain nombre de défis compte tenu de la diversité des questions et des membres présents dans le réseau, il constitue également une occasion d'agir collectivement et de renforcer le pouvoir du Réseau-DESC pour remettre en cause les systèmes d'oppression et d'exploitation. Les membres approfondissent de plus en plus leurs solidarités, partagent leurs histoires et leurs expériences de lutte commune. Ces points communs constituent la base de l'action collective et guident le réseau alors qu'il s'engage dans une nouvelle modalité d'action pour le changement.

Une campagne à l'échelle du réseau permettrait de rassembler des questions essentielles au travail collectif des membres du Réseau-DESC, offrant ainsi un autre modèle pour provoquer un changement transformationnel. Les membres des groupes de travail, en accordant une attention particulière aux principes fondamentaux de centralité des mouvements sociaux, de parité entre les genres et d'équilibre régional, dirigeraient la stratégie et la mise en œuvre de la campagne, avec le soutien du secrétariat.
